

ÉDITORIAL

JEAN YOCCOZ

À propos de l'arme nucléaire

Le vingtième siècle a été marqué par la découverte de deux puissantes sources d'énergie : fission de certains noyaux lourds ou fusion de certains noyaux légers. Comme pour toute avancée scientifique, les retombées sociales ont été diverses. La conjoncture a voulu que ce soit, dans le cas du nucléaire, la face guerre qui ait été développée, expérimentée, utilisée la première. La face paix, avec les centrales électriques, ne le fut que plus tard, n'est pas encore opérationnelle dans le cas de la fusion, et porte, à son corps défendant, le stigmate d'Hiroshima.

Le débat sur l'arme nucléaire est aussi vieux qu'elle : il a commencé au sein même du groupe de scientifiques qui l'a conçue. Il s'est poursuivi plus ou moins intensément. Les conséquences d'une guerre nucléaire sont si extrêmes que seule une interdiction générale complète, vérifiée de ce genre d'arme aurait pu mettre fin aux interrogations. L'annonce récente, par la France, d'une série d'essais dans le Pacifique, a provoqué un accès de fièvre. Ce n'est pas un mal du reste, car le débat, en ce pays, n'a pas été particulièrement nourri. Il ne l'a pas été dans les années cinquante, altéré par d'autres considérations. Ni quand le gouvernement français a décidé de se doter d'un tel armement. Même le tout nucléaire d'EDF, pourtant pacifique, a été plus subi que voulu. Mais, pour que le débat soit profitable, il ne faudrait pas qu'il s'attarde trop dans des questions périphériques.

Le débat, en effet, ne doit pas porter en priorité sur les dangers immédiats que ces essais pourraient créer. Certes, il convient d'être vigilant, mais les problèmes de sécurité, à l'heure actuelle, peuvent être parfaitement maîtrisés quand il y a volonté de le faire. Le choix de la Polynésie, même s'il est considéré par les populations locales comme teinté de colonialisme, est raisonnable, ne serait-ce que par des considérations de secret militaire strict. Le seul problème qui peut se poser s'inscrit dans la durée et rejoint celui du stockage des déchets nucléaires civils (problème qui n'est pas résolu), c'est celui de notre politique énergétique, qui est au moins aussi vitale pour notre indépendance nationale que celui de la bombe, deux domaines qu'il faut bien distinguer.

Le débat ne doit pas non plus porter sur l'utilité technique des essais. Les conclusions du groupe d'experts, évoquées à propos de la décision de les reprendre, étaient prévisibles ! Les phénomènes physiques de base sont qualitativement connus, mais l'arme nucléaire appartient au domaine de la très haute technologie, et tout engin tant soit peu nouveau doit être soumis à une expérimentation complète. On peut même être plus ou moins sceptique devant l'affirmation que, cette campagne achevée, la modélisation serait suffisante, tout au moins à long terme.

La question fondamentale a été, est la suivante : un armement nucléaire, pour quoi faire ? Et ceci aussi bien sur le plan international, en remettant en cause

une philosophie dominante, qui fait de la bombe une bénédiction plutôt qu'une horreur, que sur le plan national, en remettant en question un consensus plus apparent que réel.

Dans quelle mesure exacte la dissuasion nucléaire, qui est la forme moderne d'un vieil adage "*Si vis pacem para bellum*", est-elle responsable de la paix – relative – des cinquante dernières années ? Dans cet équilibre de la terreur, quel est le rôle de l'armement français, et pourquoi n'en a-t-il pas été tenu compte dans les récentes négociations ? Que signifie un seuil de crédibilité ? Est-il purement technique ? Quels sont les intérêts "vitaux" justifiant leur défense par une arme nucléaire ? Comment concilier la non-prolifération et l'égalité *a priori* de chaque nation au droit d'indépendance, et par conséquent de défense ? Comment concilier le développement de cette arme et celui du droit humanitaire de protection des populations civiles ?

Ce n'est qu'en apportant des réponses satisfaisantes à ce genre de questions – ce qui précède n'en est pas la liste exhaustive – aussi bien sur le plan scientifique que sur le plan politique que l'on fera cesser le « tintamarre » et les faux débats.

Il s'agit d'un problème de société, d'un problème politique, dépassant le milieu des scientifiques. Mais ceux-ci, par leur esprit critique, leur souci de cohérence, leur internationalisme viscéral peuvent jouer un rôle important. Ainsi donc, le débat est ouvert. ■